

## Forum de Dialogue Sahel-Europe

18 juin 2021

# Le changement climatique et son impact sur la sécurité au Sahel<sup>1</sup>

M<sup>re</sup> Dolores Algora Weber, M. Abakar Mahamat Zougoulou et Oriol Puig Cepero



## Changement climatique et sécurité au Sahel

M<sup>re</sup> Dolores Algora Weber

### Introduction

La sécurité dans la région méditerranéenne est l'un des plus grands défis auxquels sont confrontés les États dans la sphère des relations euro-méditerranéennes. Au cours de la dernière décennie, les effets du printemps arabe ont conduit à un contexte d'instabilité dans lequel se sont accumulés des risques et des menaces de différentes natures. En

---

<sup>1</sup> Cette analyse s'inscrit dans une ligne de recherche permanente du Centre de Sécurité Internationale sur le Sahel. Suite au Forum de Dialogue Sahel-Europe organisé en mars 2021, les intervenants appartenant au Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe ont approfondi les thèmes de leurs conférences, analysant les défis partagés, et les opportunités de coopération pour nos défis communs. La crise politique au Mali et au Tchad a lié la crise sécuritaire aux défis de la gouvernance dans ces États, où la présence de milices d'autodéfense et de groupes djihadistes entrave le développement économique et social. Dans un environnement aussi changeant, le Sahel étant la frontière avancée de l'Europe, il est plus important que jamais de promouvoir un espace de dialogue dans lequel les deux régions peuvent partager, coopérer et proposer des solutions innovantes. Cette collection de publications, ainsi que le Forum de dialogue Sahel-Europe ont reçu une subvention du Secrétariat Général de la Politique de Défense du Ministère de la Défense.

outre, les soulèvements arabes ont non seulement multiplié ces facteurs, mais ont également favorisé leur expansion au-delà du bassin méditerranéen. Aujourd'hui, une approche stratégique impose d'aborder la région Maghreb-Sahel comme un espace inévitablement connecté.

L'avenir des pays de la rive sud de la Méditerranée figure parmi les intérêts prioritaires de la projection extérieure de l'Union européenne. En 2016, dans le document de la Stratégie Globale<sup>2</sup> de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune (PESC), parmi les lignes d'action en Méditerranée, le Maghreb-Sahel, cette grande frontière sud, était déjà mentionné, et la nécessité d'investir dans la paix et le développement de l'Afrique dans le cadre de la sécurité et de la prospérité de l'Union européenne y figurait.

Ces données nous permettent de souligner l'importance de l'approche multilatérale de l'Europe au Sahel, sous le prisme d'une coopération intégrale de nature multidimensionnelle et à différents niveaux d'action.

### **Les risques et les menaces au Sahel**

La région du Sahel, dans son acception la plus large, représente une bande de terre qui s'étend de l'océan Atlantique, au large des côtes de la Mauritanie et du Sénégal, au golfe d'Aden dans l'océan Indien, qui baigne la Corne de l'Afrique au large des côtes de l'Érythrée, de l'Éthiopie et de Djibouti. Cette description géographique comprend une douzaine d'États africains, parmi lesquels ceux situés dans la zone centrale, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad, présentent des caractéristiques similaires qui ont favorisé leur organisation en ce que l'on appelle le Groupe 5 Sahel (G5 Sahel). Et ils entretiennent des relations étroites avec d'autres voisins, comme le Sénégal, le Nigeria et le Cameroun. Du point de vue maghrébin, pour le Maroc et l'Algérie en particulier, les relations avec ces États sont un élément essentiel de leurs intérêts vitaux, alors que la déstabilisation de la Libye a complètement modifié les situations internes des pays du Sahel central.

Les risques et menaces qui pèsent sur la région du Maghreb et du Sahel comportent une longue liste de défis : États en déliquescence, trafics liés aux réseaux de criminalité organisée, terrorisme djihadiste, prolifération des armes de destruction massive, conflits inachevés (Mali et Libye), sans compter la porosité des frontières, la forte démographie, le stress hydrique, l'insécurité alimentaire, le manque d'infrastructures et de ressources énergétiques et le changement climatique.

---

<sup>2</sup> EEAS. A Global Strategy for the European Union's Foreign and Security Policy. Shared Vision, Common Action: A Stronger Europe. [https://eeas.europa.eu/topics/eu-global-strategy/17304/global-strategy-european-unions-foreign-and-security-policy\\_en](https://eeas.europa.eu/topics/eu-global-strategy/17304/global-strategy-european-unions-foreign-and-security-policy_en)

Ainsi, dans ces pays, bien que les facteurs environnementaux ne représentent pas la cause directe de la situation d'insécurité qui caractérise la zone, ils s'ajoutent à un ensemble d'éléments qui la déterminent et contribuent à son aggravation. En d'autres termes, il n'y a pas de preuve définitive qu'elle soit le facteur causal, mais elle exerce un effet multiplicateur évident sur les risques existants<sup>3</sup>. Certains chercheurs, comme Oriol Puig du CIDOB, insistent sur la nécessité de nuancer cette corrélation au moment d'élaborer des politiques de planification visant à lutter contre ce risque<sup>4</sup>.

### **Les effets du changement climatique au Sahel**

Les causes qui expliquent l'origine du changement climatique sur notre planète font l'objet de discussions permanentes au sein de la communauté scientifique. L'argument qui place les causes anthropiques à l'origine de cette évolution a autant de défenseurs que de détracteurs, car aucun critère unique n'a été atteint parmi les différentes interprétations scientifiques de ce phénomène.

En tout état de cause, l'explication scientifique du changement climatique ne fait pas partie du contenu de cette analyse. Ce document est consacré à l'évaluation des risques et des menaces découlant du changement climatique en tant que phénomène observable depuis la fin du vingtième siècle dans la région, indépendamment des raisons qui en sont à l'origine. En d'autres termes, comme cela a été expliqué, la relation entre le changement climatique et la sécurité. C'est un sujet qui s'est progressivement imposé dans de nombreux agendas internationaux.

L'Europe est située à des latitudes privilégiées où le climat a favorisé le développement, ce qui n'empêche pas l'augmentation des altérations atmosphériques d'avoir un impact de plus en plus important. Cependant, depuis les côtes de l'Afrique du Nord, ces conditions favorables aux espaces habitables se dégradent jusqu'à atteindre la zone du Sahel, où l'on subit l'une des situations environnementales les plus difficiles au monde. C'est une zone caractérisée par des conditions hostiles à la survie. Les ressources naturelles y sont limitées et le climat est instable, marqué par des températures élevées presque toute l'année et de fortes pluies qui provoquent des inondations. Une saisonnalité marquée qui nécessite des processus d'observation très complexes, pas toujours en mesure de fournir des résultats précis. Ces circonstances font que cette région est soumise en permanence à une "incertitude climatique".

---

<sup>3</sup> Philipp Heinrigs (2010). Security Implications of Climate Change in the Sahel Region: Policy considerations. Sahel and West Africa. Club OECD Secretariat.  
<https://www.oecd.org/swac/publications/47234320.pdf>

<sup>4</sup> La contribution de cet auteur et son intervention dans le Forum de dialogue Sahel-Europe (2e journée, 23:09) peuvent être consultées dans cette même publication.

Au cours des 50 dernières années, la température moyenne au Sahel a augmenté d'environ 0,5 degré Celsius, et on estime qu'à la fin du 21e siècle, elle pourrait avoir atteint 2 degrés Celsius de plus que la moyenne actuelle<sup>5</sup>. La région est à la merci de l'interaction entre les émissions de gaz à effet de serre et d'autres facteurs environnementaux. Ce réchauffement aura un impact direct sur les personnes, les animaux et la végétation, et pourrait réduire considérablement les terres arables ou, dans le pire des cas, rendre certaines régions d'Afrique inhospitalières d'ici 2050.

L'une des données les plus significatives de cette fragilité climatique est l'avancée du processus de désertification dont souffre le Sahel autour du lac Tchad, bien que tout ne laisse pas penser que ce phénomène soit une conséquence directe du réchauffement climatique. En tout cas, ce que l'on peut dire, c'est qu'au cours des six dernières décennies, elle est passée d'une occupation d'environ 26 000 km<sup>2</sup> à un peu plus de 2 500 km<sup>2</sup> actuellement. Ce chiffre est suffisamment alarmant pour comprendre comment il affecte le développement et la stabilité régionale.

Le Sahel est confronté à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde. Et l'un des plus négligés. L'instabilité politique entrave la promotion de mesures portant sur la gouvernance climatique afin de faciliter la résilience des sociétés face à ce phénomène. Maman Zakara, de l'ONG Folkercenter au Mali, va plus loin en soulignant que même certains secteurs profitent de ce conflit, ce qui signifie que la mauvaise qualité de cette gouvernance joue directement contre la population. Au contraire, les gouvernements du Sahel devraient intégrer le changement climatique comme un aspect central de leurs stratégies de développement :

*Outre la lutte contre les terroristes, les États sahéliens doivent aussi intégrer le changement climatique dans leurs stratégies de développement. Devant l'urgence et la gravité des impacts prévus, ou déjà sentis par les communautés locales dont la plupart sont tributaires des aléas climatiques, les stratégies d'adaptation au changement climatique sont un jeu du développement et l'investissement dans le développement est le meilleur instrument de promotion de la paix et de la sécurité. Il faudra que les projets et programmes de développement s'attachent à réduire la vulnérabilité des populations à la variabilité du climat, caractéristique majeure du climat sahélien<sup>6</sup>.*

---

<sup>5</sup> IPCC. (2014). Cambio Climático 2014. Informe de síntesis del Grupo Intergubernamental de Expertos sobre el Cambio Climático. Pg.10.

[https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR\\_AR5\\_FINAL\\_full\\_es.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2018/02/SYR_AR5_FINAL_full_es.pdf)

<sup>6</sup> Zakara, Mamane (2014). Mamane Zakara, un jeune cadre nigérien résident au Mali : « la lutte contre le terrorisme requiert la mise en place d'unités de forces mobiles inter-états ». NIGERDIASPORA.

<https://www.nigerdiaspora.net/Archives-Nigerdiaspora-2003-2020/index.php/idees-opinions-archives/item/68420-mamane-zakara-un-jeune-cadre-nigerien-resident-au-mali-la-lutte-contre-le-terrorisme-requiert-la-mise-en-place-d-unites-de-forces-mobiles-inter-etats>

À cela s'ajoute la faiblesse des économies encore trop marquées par le développement du secteur primaire, comme l'agriculture dépendante des précipitations et l'élevage défini par la mobilité pastorale causée par la recherche de sources d'eau. Une ressource de plus en plus rare et recherchée. Cela nous permet de comprendre pourquoi la pauvreté dans ces pays peut être considérée comme chronique, ce qui entraîne l'énorme vulnérabilité de la population sahélienne.

Les alternatives à cette économie sont encore loin de satisfaire les besoins d'une population qui est aussi celle qui croît le plus rapidement au monde, selon les indices démographiques fournis par les Nations unies. Le groupe des moins de 24 ans représente actuellement environ un quart de la population totale de la région, mais on estime qu'il doublera d'ici à 2050 environ.

De nombreuses ONG locales sont conscientes de cette situation et s'engagent à trouver des solutions à long terme en travaillant avec les jeunes. Issa Garba, coordinateur du réseau nigérian des jeunes contre le changement climatique, souligne l'importance de l'éducation des jeunes. L'accès à l'éducation pour les jeunes du Sahel est la formule à la fois pour prendre conscience des menaces posées par le changement climatique et pour proposer des alternatives aux économies appauvries de la région. L'implication de cette partie de la population dans les fondements du progrès est indispensable pour éviter ces migrations massives qui deviennent la seule issue.

Par ailleurs, comme le souligne Joël Yodoyman, directeur de l'ONG Espaces Verts du Sahel, le rôle des femmes sahéliennes est un autre des piliers de ce développement. Aujourd'hui, encore soumis à de nombreuses pratiques traditionnelles et aux liens étroits de la famille, ils ont de grands obstacles à surmonter dans les zones rurales. Précisément, ils deviennent les victimes les plus directes de la pauvreté et des effets du changement climatique sur la pauvreté. On leur accorde une place limitée dans la société, ce qui influence la diffusion des valeurs qui déterminent le développement, les laissant en marge de cette possibilité. De plus en plus d'actions de la société civile visent à intégrer les femmes dans l'avenir de la prospérité au Sahel.

## **Risques et menaces liés au changement climatique**

Par rapport à ce qui précède, on peut identifier plusieurs risques qui sont étroitement liés à ces conditions<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Climate Security Experts Network. Climate-Fragility Risk Factsheet: "North Africa-Sahel". 2020/04. [https://climate-security-expert-network.org/sites/climate-security-expert-network.com/files/documents/csen\\_climate\\_fragility\\_factsheet\\_-\\_north\\_africa\\_sahel.pdf](https://climate-security-expert-network.org/sites/climate-security-expert-network.com/files/documents/csen_climate_fragility_factsheet_-_north_africa_sahel.pdf)

Tout d'abord, le mode de vie sahélien provoque des conflits intercommunautaires constants entre les populations sédentaires et transhumantes. L'augmentation des conflits liés au changement climatique a entraîné une violence aveugle qui a contraint plus de 2,7 millions de personnes à fuir dans la région.

Deuxièmement, et en conséquence de ce qui précède, l'accélération de ces mouvements incontrôlés a favorisé les déplacements de populations à l'intérieur même des Etats ainsi que les migrations irrégulières vers d'autres pays. Dans une région aux frontières poreuses comme le Sahel, où les frontières sont constamment franchies, ce mouvement humain provoque également des conflits entre les populations autochtones et celles venues d'ailleurs.

L'action humanitaire est énorme<sup>8</sup>. Elle contribue à atténuer les difficultés de milliers de personnes déplacées, mais les réponses doivent s'accompagner d'une implication et d'un engagement au sein des pays du Sahel, où de larges secteurs sociaux et des organisations internationales agissent déjà.

Et troisièmement, le manque d'eau, l'insécurité alimentaire et les catastrophes naturelles poussent une grande partie de la population rurale à se déplacer vers les villes, où les gouvernements sont incapables de fournir les services que la population urbaine exige. Ce contexte devient facilement une source de frustration, surtout pour les jeunes qui voient dans les groupes armés un moyen de sortir de leur misère. Ainsi, l'activité liée aux multiples possibilités offertes par le trafic lié au crime organisé finit par devenir le seul système de subsistance. De cette manière, cette économie devient un élément structurel qui empêche la région du Sahel de sortir du sous-développement.

Cela explique précisément pourquoi les zones frontalières sont les plus touchées par la violence<sup>9</sup>. Le terrorisme djihadiste agit dans ces zones, ce qui n'est pas directement lié au changement climatique, mais est alimenté par d'autres circonstances que ce facteur génère. C'est le cas de la zone du Liptako-Gourma, entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger, où des affrontements opposent des membres d'Al-Qaïda et de Daesh. Ainsi que dans la région du lac Tchad. Là, la population a dû se déplacer vers le Nigeria voisin, où elle subit le fléau du groupe terroriste Boko Haram. Ces dernières années, le renforcement de cette faction a été lié non seulement à des facteurs politiques et économiques, mais aussi à des facteurs climatiques. Hindou Oumarou Ibrahim,

---

<sup>8</sup> Comité Internacional de la Cruz Roja (2019). Malí-Níger: el cambio climático y el conflicto crean una mezcla explosiva en el Sahel", *Comunicado de Prensa*. <https://www.icrc.org/es/document/mali-niger-el-cambio-climatico-y-el-conflicto-crean-una-mezcla-explosiva-en-el-sahel-0>

<sup>9</sup> Pablo Delgado Mecinas (2020). Conflicto en el Sahel. Descifrando la Guerra. <https://www.descifrandolaguerra.es/el-conflicto-del-sahel/>

coordinatrice de l'Association des Femmes Autochtones du Tchad, établit un lien direct entre toutes ces circonstances:

*Quand on peut manger, boire et subvenir aux besoins de sa famille, on reste digne. Mais quand on ne peut pas conquérir cette dignité en tant qu'homme, il ne faut pas que le monde s'étonne des conflits autour du Sahel. Ces hommes sont prêts à accepter n'importe quel travail pour affirmer leur masculinité et leur dignité", détaille l'activiste. Y compris un " travail " au sein d'une organisation terroriste<sup>10</sup>.*

Cette population est conditionnée par le développement énergétique, puisque l'accès à l'énergie est actuellement limité à environ 20% de la population sahéenne. Il est urgent de promouvoir les moyens de lutter contre la dette énergétique. La réaction au réchauffement de la planète résultant du changement climatique a favorisé la mise en œuvre de sources d'énergie alternatives visant à transformer cette hostilité climatique en une utilisation permettant un développement durable, assurant stabilité et paix.

### **Solutions pour la sécurité climatique**

Le changement climatique n'est pas le seul facteur à l'origine des différentes circonstances décrites, mais il les aggrave sans aucun doute de manière très notoire, favorisant la vulnérabilité endémique de la région et est lié à la projection de la sécurité au Sahel. Cette sécurité doit donc être abordée à partir d'une approche globale (changement climatique, dynamique démographique, migration, commerce et développement économique) avec des réponses provenant à la fois de la coopération interafricaine et de l'action internationale.

Tout cela implique une crise qui tend à devenir ingérable et qui, bien que située en Afrique, est de nature globale. Il est essentiel de comprendre que la crise du Sahel est une crise européenne. L'établissement d'un cadre pour le dialogue bilatéral et multilatéral entre les gouvernements sur le Sahel représente progressivement une priorité pour les institutions africaines et d'autres en dehors du continent, comme l'Union européenne ou l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE).

Afin d'évaluer les risques nationaux et régionaux, la mise en place et le développement d'un système d'alerte précoce permettrait d'anticiper les conflits potentiels,

---

<sup>10</sup> Florencia Valdés Andino (2015). Dans la région du lac Tchad, réchauffement climatique et terrorisme vont de pair. TV5 Monde. <https://information.tv5monde.com/afrique/dans-la-region-du-lac-tchad-rechauffement-climatique-et-terrorisme-vont-de-pair-61151>

accompagné d'une plus grande coordination entre les gouvernements régionaux et les organisations internationales opérant au Sahel.

De même, la sécurité climatique nécessite des programmes globaux axés sur l'action conjointe, le développement durable et les mesures régionales de consolidation de la paix, qui favoriseraient le développement au niveau local. À cette fin, la communauté internationale devrait promouvoir les investissements économiques visant à accroître la résilience de la population sahélienne.

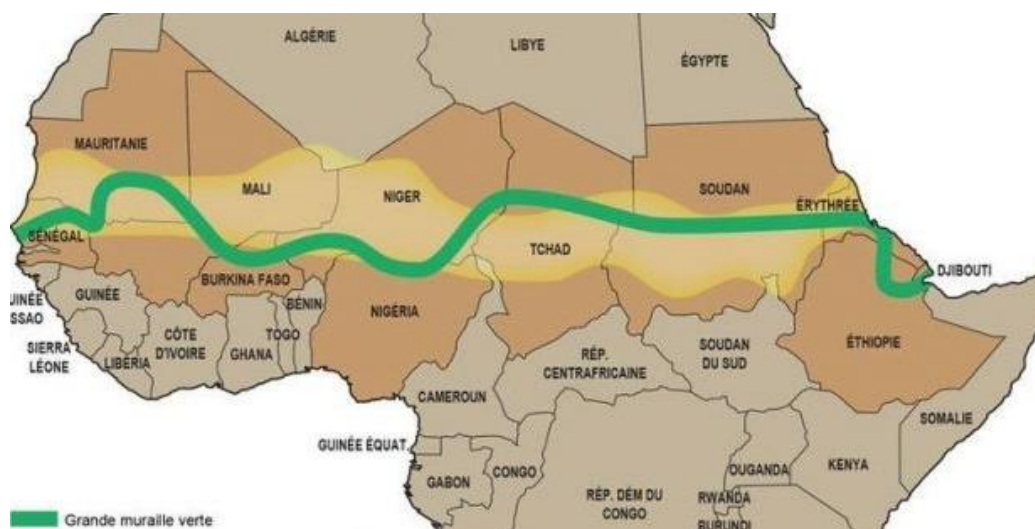
Alors que ces investissements extérieurs se concrétisent et portent leurs fruits, l'une des stratégies régionales les plus significatives est le développement de la "Grande Muraille Verte du Sahel" (GMV), une initiative présentée en 2007, qui vise à apporter une réponse efficace à ce problème. Son directeur scientifique et technique, Abakar Mahamat Zougoulou<sup>11</sup>, souligne que l'initiative est de nature exclusivement panafricaniste dans le cadre de cette Agence dans le cadre de l'Union africaine. Il s'agit d'un projet extraordinaire dans ses efforts, étant l'un des projets environnementaux les plus importants au monde<sup>12</sup>, qui n'est pas sans difficultés, mais qui continue à travailler vers son objectif: s'attaquer aux effets de la dégradation des terres et de la désertification dans le Sahara et le Sahel. Il s'agit d'une ceinture verte de végétation qui traverserait toute la bande sahélienne d'est en ouest, soit environ 7.000 kilomètres, affectant la vie d'environ 500 millions de personnes. On s'attend à ce qu'il produise environ 200.000 emplois productifs, impliquant en conséquence le développement des femmes par leur intégration dans des fermes communautaires. L'année 2025 a été fixée comme horizon pour parvenir à un développement rural durable, qui permettra de transformer les terres menacées par la désertification en régions de prospérité. Comme le rappelle son représentant, "le travail de plantation de graines le long du tracé du mur semble s'accélérer aujourd'hui".

---

<sup>11</sup> La contribution de cet auteur et son intervention dans le Forum de dialogue Sahel-Europe (2e journée, 52:18) peuvent être consultées dans cette même publication.

<sup>12</sup> Xavier Fonseca Blanco (2017). Una barrera natural para frenar al desierto [Video]. Youtube. <https://www.youtube.com/watch?v=wMcnEJzEcOs>





**Carte de la Grande Muraille Verte**

Source: Agende Panafricaine de la Grande Muraille Verte (APGMV)

## L'Union Européenne et la sécurité climatique au Sahel

Les Nations Unies ont compris l'importance de la GMV comme facteur clé de la sécurité au Sahel, puisqu'il s'agit d'une solution destinée à vaincre la pauvreté généralisée et à garantir la sécurité alimentaire des populations.

La grande valeur de GMV est qu'il a établi un modèle de l'intérieur de la région adapté aux besoins réels du Sahel. Toutefois, cela ne diminue pas l'importance de l'implication de la communauté internationale dans cette initiative africaine.

L'Union Européenne reste un acteur clé en termes de capacité d'investissement au Sahel. Dans la Stratégie Globale de la PESC de 2016, les lignes d'action dans la région méditerranéenne comprennent la volonté d'investir dans la paix et le développement de l'Afrique dans le cadre de la sécurité et de la prospérité de l'Union Européenne. Ces investissements devraient être acheminés par le biais d'organisations internationales régionales telles que l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ou l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), afin de promouvoir l'intégration régionale. Ils viseront de multiples secteurs, notamment la réalisation d'un développement durable en accord avec les modèles de changement climatique.

Ce besoin de soutien extérieur aux pays du Sahel, compte tenu des difficultés de leurs économies, et la mise en œuvre de projets développés à partir d'initiatives régionales internes, impliqueraient la création d'un nouveau modèle de coalition internationale.

Bien que le contrôle de la gestion économique puisse être entre les mains de ceux qui fournissent les fonds pour ces initiatives, comme l'Union européenne, la mise en œuvre et le contrôle de l'efficacité du développement pourraient être la responsabilité des acteurs africains à différents niveaux de coopération. Par conséquent, l'objectif devrait être de parvenir non seulement à une plus grande intégration régionale, mais aussi à une intégration internationale.

## **Conclusion**

Les défis auxquels est confrontée la sécurité du Sahel proviennent d'un large éventail de facteurs. Le changement climatique doit être inclus parmi ceux-ci et traité comme tel. Son impact, qu'il soit direct ou indirect, est un fait indiscutable qui touche l'ensemble de la bande Est-Ouest, d'où la nécessité d'une intégration régionale engagée. La coopération internationale reste un élément clé pour assurer la sécurité, et il faut envisager un modèle d'action efficace adapté aux besoins définis par les caractéristiques autochtones du Sahel.



## **Les possibilités de coopération pour faire face à nos menaces communes : le changement climatique et son impact sur la sécurité au Sahel**

**M. Abakar Mahamat Zougoulou**

### **Introduction à la problématique de la région sahéenne**

La région sahéenne est un espace géographique circonscrit au nord et au sud du désert du Sahara. Elle couvre environ 10 millions km<sup>2</sup>, une population de plus de 500 millions d'habitants vivant essentiellement de la terre. Celle, au sud du Sahara, constituée par les Etats membres de l'Initiative de la Grande Muraille Verte se caractérise par un capital naturel de terres agricoles et pastorales jadis très luxuriants et d'importants gisements miniers souvent inexploités ou du moins très peu exploités, notamment les énergies propres renouvelables (solaire et éolien), des chaînes de valeurs endémiques et très porteuses telles que la gomme arabique et la spiruline très prisées entre autres à l'international. Dans les années 60-70, le climat était relativement stable avec des écosystèmes et agro systèmes en équilibre. Ceci a eu pour effets positifs, une cohésion sociale des communautés à travers une constante maîtrise des problèmes fonciers jugulés par des règlements sociaux remarquables.

L'important capital naturel a été fortement amoindri depuis les années de sécheresses (1973) par les effets des changements climatiques et ce, de façon récurrente entraînant dans leur sillage, une recrudescence de conflits latents, moins maîtrisés ou négligés par les politiques publiques, telle qu'expliquée par une analyse de l'OCDE par Philippe

Heinrigs (2010)<sup>13</sup> faisant le lien entre la nature et la sécurité au Sahel et aussi décrite par la FAO en 2006 comme étant une question de droits humains.

Au plan climatique, les isohyètes dans le sens nord-sud ont connu un glissement très important d'environ 200 km entre 1950 et 1984 (statistiques mondiales sur les forêts) et où a été constaté fondamentalement, une dégradation continue des terres par une fragilité des sols diminuant drastiquement le potentiel arable en termes de production et de productivité agricole. Un autre constat important est l'inadéquation entre la diminution des ressources et la pression démographique évolutive par une concentration des populations et une surexploitation des maigres ressources résiduelles entraînant la malnutrition, la pauvreté, la perte d'emplois, les phénomènes de migration vers les villes et en dehors des pays vers l'Europe.

Il est aussi observé dans une étude commune réalisée en 2004 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)<sup>14</sup> qui a fait ressortir que durant cette phase de raréfaction des ressources, il y a une nécessité d'adaptation des stratégies nationales très sectorielles émanant des modèles de coopération nord-sud et l'utilisation de l'approche participative par la responsabilisation des populations dans leurs terroirs et la promotion du développement économique local.

Au fil du temps, la région sahélienne est devenue un «No man's Land» par un exode rural massif en particulier des jeunes «forces vives des nations» liée à la faiblesse dans la gestion durable des ressources naturelles et la prise en compte des investissements en infrastructures sociales et économiques permettant l'inversion des tendances à la dégradation des terres.

Ainsi, l'insécurité actuelle observée est essentiellement due à une certaine faiblesse des Etats sahéliens dans la gestion de la problématique de développement économique local. Les statistiques mondiales montrent qu'elle constitue la région où les populations sont les plus pauvres et les plus vulnérables de la planète et sont les terreaux du terrorisme et des djihadistes. Les importantes migrations des jeunes sahéliens vers l'Europe ainsi que la montée des conflits sociaux et communautaires et notamment du terrorisme est une des conséquences de cette situation. Il faut pour le Sahel, une nouvelle stratégie de développement du monde rural.

---

<sup>13</sup> Philippe Heinrigs (2010). Incidences sécuritaires du Changement climatique au Sahel: Perspectives politiques. CSAO/OCDE.

<sup>14</sup> PNUD-PNUE (2004). Intégration de l'environnement et du Changement climatique pour la réduction de la pauvreté et le développement durable.

## **L'Initiative de la Grande Muraille Verte, une solution innovante à la problématique de la Région sahélienne**

Face aux problématiques majeures que l'Initiative de la Grande Muraille Verte a été créée s'appuyant sur une volonté politique affichée, une approche intégrée de gestion durable des ressources à la fois multisectorielle, éco systémique et inclusive. Le concept «Grande Muraille Verte» et la vision édictée par les Chefs d'Etat et de Gouvernement sahéliens qui l'ont pensé et réfléchi, consiste en une prise en compte de l'implication des populations suivant le slogan «Par et Pour les Populations à la base». L'Initiative de la Grande Muraille Verte est un projet d'envergure continentale et une proposition concrète d'actions dans le cadre de l'alliance mondiale dans le cadre des changements climatiques sous tendue par des mécanismes de coopération régionale et sous régionale.

La conception de l'Initiative de la Grande Muraille Verte a fait notamment l'objet d'une importante réflexion et analyse menées sous la direction scientifique du Prof Abdoulaye DIA et Dr Robin Duponnois, en 2010, sur le concept de mise en œuvre de l'Initiative<sup>15</sup> et en 2012, sur la capitalisation des recherches et valorisation des savoirs locaux<sup>16</sup>. De ces précieux apports scientifiques, il a été fait ressortir, l'impérieuse nécessité d'une prise en compte des populations et de leurs savoirs séculaires et innovations modernes dans l'approche pour la viabilisation des terroirs par la construction et la création de vastes Pôles Ruraux d'Emergence Economique au profit des populations locales à travers une valorisation du capital naturel et son intégration dans une démarche globale et intégrée de gestion du territoire.

L'Initiative de la Grande Muraille Verte constitue aujourd'hui, après seulement une décennie de mise en œuvre, une stratégie et un modèle achevé de gestion durable des terroirs arides, une chance de coopération sud-sud et une réponse appropriée de développement à travers une volonté politique affichée sans influence extérieure par l'innovation, utilisant les meilleures pratiques de gestion durable des terres et l'adaptation des communautés et populations locales aux changements climatiques afin de bâtir une résilience durable, de préservation du tissu social sahélien et de développement économique durable.

### **Méthodologie et analyse de la présente contribution**

---

<sup>15</sup> Abdoulaye DIA & Robin Duponnois (2010). Le projet majeur africain de la Grande Muraille Verte, Concept de mise en œuvre.

<sup>16</sup> Abdoulaye DIA & Robin Duponnois (2012). La Grande Muraille Verte: Capitalisation des recherches et valorisation des savoirs locaux.

La présente contribution suit une démarche pédagogique liée à une série de questions claires posées lors d'une Session thématique du Forum organisé par l'Institut Politique International de Madrid en mars 2021 portant sur le dialogue Sahel - Europe «les possibilités de coopération entre pour faire face à des menaces communes par une analyse du changement climatique et son impact sur la sécurité au Sahel».

Dans ce cadre, la problématique de la région sahélienne a été analysée et suivant le questionnaire, les réponses ont porté sur une brève historique de l'Initiative de la Grande Muraille Verte, ses objectifs, l'implication de la population, la sécurité et la prise en compte du genre par l'implication des femmes, les résultats actuels et difficultés rencontrées, le changement de paradigme en termes d'énergie lié au développement ainsi que les attentes de la communauté internationale dans le cadre de la coopération nord-sud.

### ***Brève historique de l'Initiative Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel***

En quelques dates clés, l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel est dans sa genèse, une volonté politique de règlement des menaces et difficultés rencontrées en Afrique en général et notamment au Sahel.

2005: L'idée de base consistait en l'érection d'une « barrière verte » pour freiner la désertification et permettre de développer les terroirs arides et de minimiser les migrations des jeunes observées, in-situ (dans les pays vers les grandes agglomérations) et ex-situ (vers l'Europe) notamment. Elle a été lancée en 2005 à Ouagadougou au Burkina Faso lors de l'Assemblée Générale de la Communauté des Etats Saharo Sahéliens (CENSAD) par le Président Olusegun Obansandjo du Nigéria, en sa qualité de Président de l'Union africaine. Il s'agissait de trouver une solution visant la sécurisation des populations des territoires arides du Sahel par le développement de cette région devenue la plus vulnérable au changement climatique. Elle concerne l'ensemble du Circum Sahara (Etats au nord (Maghreb) et ceux au sud du Sahara allant de Dakar à Djibouti.

2007: Cette idée d'érection d'une « barrière verte » a été largement partagée et acceptée par tous les Chefs d'Etat et de Gouvernement. Plusieurs rencontres à l'échelle régionale et au plan scientifique, technique et politique, ont permis la conceptualisation et l'adoption des fondamentaux, notamment la démarche institutionnelle et l'approche de mise en œuvre. C'est ainsi que l'« Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel » en termes de Concept, d'Approche, d'Objectifs et de Vision stratégique. C'est dans ce sens qu'elle a été créée à Addis-Abeba, Ethiopie, sous l'égide de l'Union africaine, lors de son Assemblée Générale du 30 juin 2007.

2010: Pour la mise en œuvre de cette Initiative, il a été créé en 2010, l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte, chargée sous la tutelle politique de l'Union

africaine, de la coordination, du suivi des réalisations et de la mobilisation des ressources. Dans un premier temps, onze Etats en sont signataires de la Convention (Burkina Faso, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Soudan et Tchad. Chacun des pays signataires dispose d'une Agence Nationale dédiée à la Grande Muraille Verte, chargée de réaliser la mise en œuvre de l'Initiative dans sa composante nationale.

A partir de 2011: A ce jour, dix Etats membres (excepté l'Erythrée) ont ratifié la Convention qui reste ouverte (article 16 de la Convention) à tous les autres pays du Circum Sahara qui désirent y adhérer.

2021: Il a été élaboré, sur la base des acquis et leçons apprises de la première décennie de mise en œuvre, un Plan d'Investissements Prioritaires Décennal, sur la trajectoire 2030 des Objectifs de Développement Durable, bien apprécié par la communauté internationale, lors de la 4<sup>ème</sup> édition du «One Planet Summit» avec la participation des partenaires techniques et financiers.

### ***Principaux Objectifs de l'Initiative de la Grande Muraille Verte***

L'objectif principal de l'Initiative de la Grande Muraille Verte consiste à lutter contre la désertification par l'utilisation des techniques prouvées de récupération et de restauration des terres et contribuer au renforcement des capacités d'adaptation et de résilience des Communautés et populations locales face aux Changements climatiques. Il s'agit notamment du rétablissement de la viabilité et la valorisation du Capital Naturel des terroirs sahéliens. Cet objectif principal, s'appuie sur la circonscription d'un espace géographique<sup>2</sup> centrée entre les isohyètes 100-400 mm de précipitation et vise fondamentalement à sécuriser en amont, les systèmes de production ruraux et indirectement ceux en aval par la récupération, aménagement et restauration des terres, des eaux et de la biodiversité, l'adaptation et résilience des populations et surtout, l'exploitation des chaînes de valeurs agricoles, sylvicoles et pastorales dans une démarche intégrée et constructive par la mise en place de Pôles Ruraux de Production et de Développement Durable par la transformation des terroirs en zones de prospérité économique.

### ***Implication de la population locale***

Il ne peut y avoir d'appropriation et de développement sans une participation active, consciente et volontaire de la population. Le Concept Grande Muraille Verte s'appuie fondamentalement sur l'implication de la population locale qui constitue le principal bénéficiaire de l'Initiative dans son Slogan « Par et pour les acteurs à la Base ». Ainsi, les

communautés et populations locales sont impliquées au tout premier plan par des actions de sensibilisation pour leur effective adhésion de l'approche dans les choix des sites et la conduite des opérations.

Au plan politique et institutionnel, la volonté affichée des Etats membres qui a permis la responsabilisation des territoires arides à travers la ratification de la convention et notamment, la création d'une Agence nationale intégrant l'ensemble des secteurs publics et privés et une forte adhésion des communautés et populations locales.

Au plan organisationnel, une approche innovante a été développée pour l'atteinte des objectifs de l'implication réelle des populations et communautés à travers les Unités Communautaires et Intégrées de Développement Durable (UCIDD). Les UCIDD sont déterminés suivant une homogénéité géographique, culturelle et sociale et une masse critique de population. Elles sont définies et déterminés par les communautés et populations elles-mêmes afin de juguler la problématique foncière. Elles sont érigées autour des populations d'un village, d'un groupe de village, d'un terroir ou un groupe de terroirs.

L'implication des populations est justifiée dans le cadre de la mise en œuvre de la Grande Muraille Verte qu'elles sont dans un état de fragilité socio économique ne pouvant attendre plusieurs années pour recevoir les bénéfices des investissements. Il faut que parallèlement à ces investissements basés sur des terres à restaurer pouvant apporter des revenus dans le moyen et long terme (4-5 ans minimum), des activités socioéconomiques de court termes génératrices de revenus (6 mois à 1 an ) tout en participation dans l'ensemble des actions de restauration notamment dans les choix et collecte des semences, la production de plants dans les pépinières, le reboisement et la surveillance des zones reboisées, le développement d'activités ciblées pour les femmes et pour les jeunes.

### ***Sécurité et développement des femmes***

Un des points forts de l'Initiative GMV, c'est la satisfaction des besoins élémentaires des populations en termes d'alimentation et génération de revenus. Ceci s'est observé grâce à la mise en place des Jardins Polyvalents et Jardins Nutritifs gérés exclusivement par les femmes des Terroirs. La base des Jardins polyvalents, ce sont les systèmes de production basiques liés aux activités notamment maraichères gérées exclusivement par les femmes organisées en groupement. La réussite de cette approche de Jardins polyvalent a mené à la création d'un autre dispositif plus innovant sous le Label Fermes Agricoles Communautaires Intégrées (FACI) dont les activités sont plus élargies touchant en plus des systèmes de production ruraux classiques tels que l'aviculture, le maraichage, l'élevage de petits ruminants, l'apiculture ou la pisciculture quand cela est possible, une intégration de l'énergie pour l'exhaure de l'eau mais aussi les services sociaux de base



tels que l'éducation et la santé. Tout ce dispositif concerne en particulier les femmes qui en sont les principales actrices.

La précarité des populations en général fait que des activités génératrices de revenus à court terme assurent la sécurité pécuniaire des populations et garantissent leur adhésion aux grandes actions de reboisement dont les retombées sont attendues au-delà de trois à quatre ans. Actuellement, les sites reboisés ont engendré de revenus très importants et qui font que les populations ont totalement adhéré dans la mise en œuvre de l'Initiative.

### ***Résultats actuels et difficultés rencontrées***

En termes de bilan, il y a lieu de signaler tout d'abord que les investissements actuels sont essentiellement l'émanation des Etats. Après seulement une décennie de mise en œuvre et à l'échelle des onze Etats membres, les résultats globaux font état de près de quatre millions d'hectares restaurés, plus de deux cent mille emplois verts productifs directs et trois millions d'emplois indirects créés, plus de cent millions de dollars de revenus additionnels apportés aux populations. Ceci démontre à suffisance que les Etats ont montré à la communauté internationale qu'ils savent compter d'abord sur eux mêmes. Le bilan fait ressortir des réalisations concrètes qui constituent des jalons solides et socles fondateurs qui restent simplement à être consolidés amplifiés et à mettre à échelle. Il permet aussi et surtout de tirer des leçons pertinentes et orientations prospectives.

C'est dans cette perspective qu'après une évaluation de la première décennie un Plan d'Investissements Prioritaires Décennal sur la trajectoire 2030 a été élaboré s'articulant sur les acquis antérieurs et les leçons apprises et s'articulant autour de cinq piliers majeurs, qui sont: (i) la gestion durable et l'aménagement des terres des eaux et la biodiversité (ii) le changement climatique, l'énergie et l'économie verte, (iii) le développement économique résilient et la sécurité, (iv) le renforcement des capacités scientifiques, techniques et logistiques et (v) le plaidoyer la communication et l'information. La mise en œuvre de ces piliers majeurs permettra d'accélérer la réalisation de la vision transformatrice et les objectifs stratégiques et instaurer durablement l'adaptation et la résilience des communautés et populations ainsi que celles des écosystèmes et le développement socio économique aux risques climatiques et écologiques et la sécurité.

Ainsi, en plus des premiers résultats tangibles observés, la maîtrise, l'appropriation de l'approche «Grande Muraille Verte» et l'adhésion par les populations est synonyme de durabilité des actions futures. La principale difficulté reste le financement des opérations. L'appui des partenaires attendu au vu des enjeux importants est lié au passage à l'échelle par d'importants investissements au plan humain par le

renforcement des communautés et populations, matériel et logistique par celui des capacités logistiques scientifiques et techniques assurant la garantie de succès de l'Initiative.

### ***Un changement d'énergie lié au développement***

Oui en effet, l'Initiative de la Grande Muraille Verte est synonyme de changement de paradigme par la responsabilisation des populations dans leurs terroirs et régulation de la tryptique Environnement-Développement-Sécurité. En d'autres termes, réfléchir par soi même d'abord avant de compter sur les autres. Généralement, les projets sont conçus ailleurs sans une implication réelle et donc une appropriation des populations. L'Initiative de la Grande Muraille Verte constitue une fierté, celle d'avoir réussi une œuvre africaine réfléchie. L'atteinte des objectifs dans la mise en œuvre de la GMV obéit à la vision prospective par la prévention à travers des Stratégies d'Alerte précoce et de Réponse et la gestion des divers impacts.

### ***Attente de la communauté internationale et notamment de l'Union Européenne***

L'Union européenne a été de tout temps, le principal contributeur de la majorité des Etats sur les questions de développement au Sahel. Il est toujours dans ce sens, attendu un accompagnement et leur implication à travers une collaboration franche dans un cadre gagnant – gagnant sur ce qui a été testé et réussi par les Etats et qu'il faille simplement amplifier avec des investissements plus importants au vu des enjeux.

La mise en œuvre du Plan d'Investissements Prioritaires Décennal sur la trajectoire 2030 et la gestion durable des systèmes de production nécessite des investissements importants de la communauté internationale dont l'Union Européenne. Il est envisagé la réalisation de 100 millions d'hectares de terres restaurées, la création de dix millions d'emplois et la séquestration de 250 millions de tonnes équivalents carbone, le développement des agrosystèmes et le renforcement des capacités d'adaptation et de résilience des populations. Ceci permettra la sécurisation des terres et la promotion des filières à travers l'amélioration des ressources existantes à fort potentiel qui entrent dans le cadre de cette vision prospective qui assurera la génération de revenus additionnels importants aux populations et contribuera à la sécurité alimentaire, la création d'emplois et de lutter contre la désertification. Ce qui donnera un gage à la consolidation de la paix et de la sécurité dans le Sahel.



## **Changement climatique, conflit et mobilité au Sahel**

**Oriol Puig Cepero**

L'Union Européenne s'intéresse de plus en plus à la région du Sahel pour trois raisons principales: (in)sécurité, contrôle des migrations et changement climatique. Ces phénomènes sont souvent liés en supposant une avancée progressive du désert du Sahara entraînant davantage de conflits et de migrations. Cette vision du changement climatique comme "multiplicateur de menaces" doit être nuancée et ne plus être liée à des approches purement sécuritaires. Le changement climatique dans le Sahel central - Mali, Niger et Burkina Faso - est et sera un facteur déterminant pour l'avenir de la zone, mais ses impacts dépendront de l'évolution des facteurs sociaux et politiques. La faim et la violence sont et resteront essentiellement politiques.

Les discours les plus récurrents parlent de désertification et de raréfaction des ressources dans la région. Cependant, il n'existe pas de consensus académique à ce sujet. Les preuves les plus solides montrent une augmentation des précipitations au cours des trois dernières décennies et indiquent un verdissement de la région. Cela n'ignore pas les poches de désertification dans des endroits comme le Soudan ou le nord du Nigeria, mais l'acceptation d'une expansion générale du Sahara ne semble pas être suffisamment soutenue. Le seul consensus est que les températures vont augmenter plus rapidement que la moyenne mondiale, que la variabilité des précipitations (dans le temps et dans l'espace) va s'accroître et qu'il y aura davantage de phénomènes météorologiques extrêmes, d'inondations et de sécheresses.

De ce point de vue, le réchauffement climatique peut aggraver les vulnérabilités existantes, mais la gestion des politiques d'adaptation et de résilience sera essentielle

pour élucider ses impacts, selon nos recherches<sup>17</sup>. Le changement climatique ne semble pas être une cause majeure de la prolifération des groupes armés. Tout au plus peut-on établir une relation indirecte via l'instrumentalisation religieuse ou ethnique de griefs dérivés. Les interventions militaires étrangères, en revanche, semblent être un des principaux déclencheurs de la recrudescence de la violence. La stratégie anti-insurrectionnelle de l'UE, qui passe par de multiples acteurs et intérêts, la priorité donnée à la sécurité militaire ou la collusion avec les milices ethniques, ainsi que la dénonciation systématique des violations des droits de l'homme par les armées locales aggravent la situation.

Le changement climatique pourrait affecter les tensions inter et intra-communautaires par ses effets sur les précipitations et les schémas de transhumance, mais cela doit être analysé sur la base de facteurs tels que la gestion inégale des ressources naturelles, la marginalisation historique des populations pastorales ou l'expansion agricole. Le changement climatique pourrait avoir des effets en cascade sur les moyens de subsistance locaux (agriculture et pastoralisme dépendant des précipitations), la sécurité alimentaire et les relations entre l'État et les citoyens.

Les phénomènes météorologiques extrêmes pourraient perturber la production agricole et pastorale et nuire aux communautés rurales vulnérables, notamment aux femmes et aux groupes marginalisés. Cela pourrait entraîner de nouveaux déplacements, même s'ils resteraient pour l'essentiel à l'intérieur de l'Afrique ou, à l'inverse, conduire à l'immobilité des populations vulnérables, faute de moyens de se déplacer.

Si l'UE veut contribuer à la résilience de la région, elle doit de toute urgence repenser ses politiques de sécurité et d'endiguement des migrations, qui produisent des effets contre-productifs tels que l'entrave à la mobilité comme forme d'adaptation à la variabilité climatique. Elle doit œuvrer à la cohérence des politiques, renforcer l'appropriation locale des initiatives et analyser les vulnérabilités existantes du point de vue de la complexité de leur interrelation avec le changement climatique.

---

<sup>17</sup> Notre étude est basée sur un travail de terrain approfondi soutenu par des entretiens avec des acteurs et des organisations clés ; une enquête auprès de plus de 200 experts de la région ; un exercice de construction de scénarios sur 30 ans ; et une analyse quantitative des données historiques, climatiques et de tendances sur la sécurité alimentaire et les conflits.

---

*Investigateurs principaux*

**M<sup>a</sup> Dolores Algora Weber.** Chercheur au Centre de sécurité internationale de l'Université Francisco de Vitoria. Chercheur du projet R&D : "Crise et processus de changement régional en Afrique du Nord. Ses implications pour l'Espagne". Coordinateur du panel "Changement climatique et sécurité au Sahel" du Forum de dialogue Sahel-Europe, promu par le Centre de Sécurité Internationale (Université Francisco de Vitoria).

**M. Abakar Mahamat Zougoulou.** Directeur scientifique et technique de l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte.

*Experts collaborateurs qui ont aidé à la rédaction de ce document*

**Oriol Puig Cepero.** Chercheur pour le projet CASCADES du CIDOB sur le changement climatique et la sécurité alimentaire dans le Sahel Occidental.

Cet article a bénéficié d'une subvention du Secrétariat général de la politique de défense du Ministère de la Défense.